



- Compte-rendu -

DEUXIEME GROUPE DE TRAVAIL INSTITUTIONNEL – 15 MARS 2011

Les documents de travail présentés lors de cette matinée sont disponibles sur <http://assises-ere.be/traces-GTinstitutionnel2>

➤ **Mot d'accueil** - Joëlle van den Berg (Réseau Idée)

Nous sommes maintenant aux $\frac{3}{4}$ du déroulement des Assises, ceci est le 2ième Groupe de Travail institutionnel.

Petit rappel des étapes de ces Assises :

- **Journée de lancement** et de mise à niveau régions / Communauté (14/10/2010)
- **Questionnaire** vers les enseignants et associations (nov-déc 2010)
- **1er GT institutionnel** (16/12/2010)
- **7 focus groupes** pour approfondir les résultats du questionnaire avec des enseignants et associations (janvier-février 2011)
- **Réunion des associations** (01/03/2011)
- **Nombreux contacts** avec une série d'acteurs de l'enseignement (Réseaux, administration) (février-mars 2011).

A ce jour, on a une série d'éléments qu'on aimerait articuler d'ici le 29 avril pour la journée de clôture. Une clôture qui sera surtout un lancement de chantiers.

Joëlle signale également que tout au long des Assises, **un comité d'accompagnement** s'est réuni régulièrement pour piloter les Assises. Ce comité est composé de représentants des cabinets enseignement et environnement (régions wallonne et bruxelloise), de leurs administrations ainsi que du RIDée (en tant que « pilote » des Assises).

Présentation de l'Ordre du Jour - qui est assez chargé :

- Vanina va parler du site renouvelé et nous fera quelques retours des focus groupes.
- Ensuite, on va se pencher sur le tableau qui devient assez complexe et essayer de basculer vers quelque chose de plus utilisable le 29 avril.
- Ensuite, si nous avons le temps, lancer des pistes pour un outil plus concret à destination des enseignants (avec l'aide de Christophe Vermonden, notamment)
- Et on terminera par le programme du 29 avril pour voir comment on s'organise.

- **Présentation du site modifié des Assises et retour des focus groupes - Vanina Dubois (Réseau Idée)**

Vanina présente les grands sujets qui en sont ressortis. Pour rappel, l'objectif était d'aller plus loin dans la compréhension des retours du questionnaire.

> Power Point disponible sur le site des Assises : <http://assises-ere.be/focus-groups/index.php>

- **Présentation du Camembert, un outil pour présenter l'état d'avancement des Assises - Joëlle van den Berg (Réseau Idée)**

Ce camembert, inspiré d'une proposition issue du Cabinet Simonet, reprend 6 des 7 axes du tableau (le 7^{ème} est l'idée de créer un GT pour gérer les suites des Assises).

Les 6 axes sont rassemblés en 3 plus grands axes ou thèmes :

- axe **pédagogique**
- axe d'**organisation**
- axe d'**ouverture-citoyenneté**

Chaque projet d'ErE-DD à l'école peut s'inscrire dans ce camembert en étant plus ou moins dirigé vers tel ou tel axe.

Ce camembert ne reprend pas ce qui existait déjà, parce qu'on aimerait pouvoir faire une image de ce qui va avancer grâce aux Assises, dans la suite. Voir à quoi on accorde de l'importance, voir ce qu'on travaille, ce sur quoi on se penche dans la suite, ce qui doit être amélioré...

Marianne Tilot présente le camembert en expliquant que chaque cercle peut-être vu comme un acteur et que chacun peut avoir un rôle, être levier ou obstacle dans la mise en place de projet ErE.

Ce schéma est une manière de présenter ce qui se passe, de voir les leviers sur lesquels travailler.

Mais l'étape suivante c'est de faire sauter les cases, les frontières pour améliorer le partenariat entre les acteurs.

Par ex. si on veut travailler sur les référentiels, chaque acteur a sa manière de voir. En tant que directrice d'école, avec qui je veux/peux travailler ? Avec le camembert, je peux cerner, rassembler les acteurs que je sélectionne pour travailler avec eux. Le schéma ne permet pas encore l'approche systémique mais c'est un point de départ. La 2^{ème} limite est la suivante: au départ l'élève avait été placé au centre, puisque c'est lui qu'on cherche à rendre acteur du DD... Mais travaille-t-on tous pour l'élève ou travaille-t-on pour que chacun ait plus sa place, soit plus actif et efficace dans sa mission ? Alors on pourrait mettre la CF au milieu avec son projet politique pour savoir comment le faire percoler auprès de tous ses acteurs.

- **Temps de réflexion en petit groupe sur l'outil "camembert" présenté et mise en commun**

Catherine Rousseau, cabinet Huytebroeck : le dernier cercle pose problème. Si on s'éloigne de plus en plus de la classe, les régions et les associations doivent être

ensemble au même niveau que la CF ? Mais elles ne viennent pas interférer avec l'école ? Ils sont loin sur le schéma.

Joëlle signale qu'elle a dessiné une ligne rouge avant car les écoles ne veulent pas d'ingérence de la part des associations / monde extérieur à l'école.

Christine Partoune, IEP : elle aime bien le graphique mais veut renforcer l'axe « Ressources extérieures » en lui donnant le nom de « rapport au territoire ». Par exemple les entreprises ne sont pas reprises alors qu'elles accueillent les élèves en stage. Il y a un impact régional des écoles. Les écoles sont là comme dynamisant de la région. Elles ont un carnet d'adresses avec tous les contacts autour. L'école a donc un impact dans le quartier, village... C'est un axe à renforcer, car l'école est toujours en interaction avec son milieu.

Arnaud Deltour, inspecteur : il trouve le retour des focus groupes intéressant pour connaître la réalité sociologique de comment les directions et les écoles ont intégré l'ErE et l'EDD. C'est interpellant car ils parlent de projets ErE comme si c'était un spectacle à faire. On ne parle pas de projet de math.

Et nous on veut offrir ce schéma pour que cela fonctionne. L'acteur essentiel c'est la classe, le cycle, mais on y retrouve peu de choses sur le schéma à ce niveau.

Toutes les initiatives sont au niveau institutionnel et pas au centre. Il faut trouver des initiatives à mettre au milieu pour faire avancer les choses.

Christine Veeschkens, DGARNE : il faudrait une troisième dimension avec la CF et les régions.

Roxane Keunings, IBGE : comment interpréter le tableau ? Ici on a montré comment on peut aider les classes. Les entreprises ne sont pas autour de la table.

C'est un outil pour dire à quoi nous allons nous engager donc la classe n'a pas à s'engager. On ne va pas lui demander de faire du travail en plus.

La question c'est ce qu'on va faire à chaque niveau pour faciliter le travail, pour améliorer le système complet. Chacun va pouvoir s'engager, dire ce qu'il est prêt à faire.

Alors que la direction, on lui a surtout demandé ce qui pourrait améliorer son quotidien.

Il y a déjà plein de propositions qui aident et qu'on peut lister pour pouvoir les utiliser. Mais pour Roxane, les régions et associations ne devraient pas être au même niveau. Cela crée la confusion. Il faudrait organiser une réunion entre les 2 pour s'organiser et dire qui fait quoi.

Pour Roxane, l'utilité de ce cadre est de le remplir en disant que l'action se passe à tel endroit et que telle structure va aider à ce que cela se passe, en est responsable. Sinon on va rester dans les intentions et rien ne va changer.

Jean-Michel Lex : il réagit sur l'idée que la partie centrale est un peu vide. Pour lui, les 1^{er} experts en pédagogie, en méthodologie, ce sont les profs. Ou se trouve le questionnement que peut avoir un PO, la CF, les régions sur pourquoi ces compétences qui existent sur le terrain ont tant de mal à se mettre en place dans les projets...

C'est une clé qui pourrait être absente de ce schéma et à laquelle il faut être attentif. Il faut travailler sur cela en priorité : comment chacun des niveaux peut évoluer pour dynamiser, donner du tonus à l'ensemble ?

Joëlle : les cases sont vides au centre pour ne pas charger en plus les profs. Et on n'a pas mis tout ce qui se fait déjà mais tout ce à quoi on s'engage. Mais c'est vrai que cela peut être mal interprété, il faut y faire attention. Elle rappelle aussi que les Assises n'ont pas l'objectif de tout chambouler.

Marianne Tilot, cabinet Simonet : c'est aussi l'occasion de clarifier ce que chacun fait dans ces cercles.

Après ces remarques, Joëlle propose de passer les points l'un après l'autre.

1 - les référentiels

Joëlle : En quoi va consister ce travail d'analyse des référentiels ? S'il s'agit juste d'une liste des portes d'entrée, ce ne sera peut-être pas très utile. Certains formateurs pensent que cela peut leur être utile pour mieux reconnaître l'ErE. Mais alors le travail final doit aussi être communiqué aux responsables des formations initiales. Les associations sont aussi intéressées par cet apport pour améliorer leur travail avec les écoles.

Les conseillers pédagogiques de certains réseaux veulent participer au travail d'analyse et signalent qu'un décret permet l'existence de travail collaboratif entre conseillers et inspecteurs.

Et comment se déroulera le travail d'évaluation qui s'ensuivra sur le terrain ? Les conseillers ne veulent pas tenir ce rôle. Que va-t-on faire des résultats de cette évaluation sur le terrain ?

Philippe Delfosse, inspecteur-coordonateur : si les référentiels sont le point important, il faut d'abord en trouver les objectifs. Pour lui, on devrait uniquement les aborder pour montrer aux profs que ce ne sont pas des barrières mais des portes d'entrée de liberté, des sources de motivation, des liens entre disciplines. Ce n'est pas un GT entre inspecteurs et conseillers qui va réinventer les socles. Mais attention à bien distinguer socles et programmes. L'inspection est maintenant interréseaux, donc les référentiels qui nous intéressent sont ceux qui sont interréseaux.

Les programmes ne sont plus du ressort de l'inspection. ce sont des illustrations des référentiels, gérés par les réseaux. Les conseillers pédagogiques travaillent sur les programmes de leur réseau et quand ils vont dans une école c'est lié au programme. Il serait utile de montrer aux professeurs que programmes et référentiels ne sont pas des freins mais ce travail doit être bien structuré sur le plan institutionnel. Pour le moment, le seul groupe institutionnel existant pouvant être légalement chargé de cela c'est le comité scientifique et pédagogique de l'Accord de coopération dont la composition des membres est fixée de manière précise et équilibrée, trois missions ont été définies dont celle-ci.

Mais rien n'empêche les conseillers de travailler sur leurs programmes et de faire leurs analyses aussi puis de les mettre en commun avec le travail du comité scientifique et pédagogique par la suite.

Le comité scientifique et pédagogique peut inviter des experts si nécessaire mais on ne peut pas travailler indépendamment des structures qui existent.

Jean-Marc Guillemeau, facilitateur énergie RW : il remercie Philippe pour ce message. Pour lui, si le comité scientifique et pédagogique réalise ce travail, ce sera déjà une grande réussite. Il signale également que l'éducation à l'énergie a déjà travaillé sur les liens avec les programmes et qu'ils y ont trouvé de nombreuses

portes d'entrées. Ils vont maintenant travailler avec des écoles pour voir comment cela s'applique sur le terrain.

Christine Veeschkens, DGARNE : Elle propose que des conseillers pédagogiques soient mandatés pour faire leur analyse des programmes. Comme ça, lors du prochain Comité de pilotage de l'Accord, le comité scientifique et pédagogique pourrait être mandaté pour travailler avec les réseaux.

Christophe Vermonden, conseiller pédagogique Fedefoc : il réagit en disant que ce n'est pas la mission des conseillers. Ceux-ci sont chargés de développer des séquences d'apprentissage pour aider les profs à utiliser les programmes.

Philippe Delfosse, inspecteur coordonateur : il précise que si une classe veut faire un projet ErE, alors les conseillers peuvent être soutiens et par exemple montrer que les programmes peuvent aider. Ils peuvent répondre aux demandes du terrain mais le faire d'initiative ne fait pas partie des missions des conseillers.

J-M Lex, enseignant, expert ErE : il considère que l'urgence maintenant c'est que l'Accord de Coopération à trois structures soit officialisé, pour que le travail du comité scientifique et pédagogique puisse se faire de manière officielle.

Christine Partoune, IEP : signale que les référentiels pour le qualifiant dans les disciplines de sciences, math, sciences humaines et technologiques doivent être retravailler dans l'année qui vient. Qui va le modifier ? Qui a le pouvoir d'influer sur la composition du GT qui va faire le travail ?

Marianne Tilot, cabinet Simonet : elle précise que le cabinet est conscient des enjeux et qu'il y travaille pour profiter de toutes les opportunités.

Arnaud Deltour, inspecteur: on met toujours un peu plus de choses au niveau de l'institutionnel alors qu'on ne pense pas à ce qui se passe dans les classes. Il ne comprend pas que le comité scientifique et pédagogique va analyser le référentiel alors que tout un chacun peut le faire. La bonne formule c'est de répondre à la question « comment un professeur dans sa classe va maîtriser des concepts pour faire évoluer les enfants ? »

Ce qu'on fait maintenant ne fonctionne pas. Il faut savoir, pour chaque moment d'apprentissage dans la classe, ce que le professeur peut faire.

Les conseillers peuvent aller aider à cela.

2 – ressources - participation

Ressources extérieures - participation

Christophe Vermonden, Fedefoc: l'endroit du schéma qui peut aider en priorité les profs c'est l'aspect ressources extérieures. Le professeur se demande quoi et comment faire avec les ressources extérieures dont il dispose. Un des objets des Assises pourrait être de clarifier les ressources extérieures et ce qu'on peut en faire. Ensuite il est surpris que le quartier participation soit vide.

Ressources internes - participation

Joëlle : aucune mesure concrète n'est prévue pour le moment dans le cadre des Assises mais certaines existent déjà. Il faut voir si les Assises peuvent amener quelque chose en plus.

Le schéma pose question et c'est de toute façon toujours complexe de représenter ce genre de situation : ce n'est pas parce qu'il n'y a rien dans le schéma qu'il n'y a rien dans la réalité et ce n'est pas parce qu'il y a déjà beaucoup qu'il y a suffisamment.

J-M Lex, enseignant, expert ErE : il ne croit pas que le salut viendra de l'extérieur de l'école. Il faut prendre les forces internes à l'école. Mais pourquoi cela ne fonctionne pas ? Les projets, campagnes, etc ne mènent jamais à une évolution de la structure de l'école (par manque de temps, de moyens... pour y arriver). Il ne sait toujours pas comment inscrire au sein de l'école la participation durable des profs et enfants. Il y a dans les programmes et actions un déficit de réflexion pour que cela se traduise dans une évolution de la structure de l'école.

Joëlle : elle pense qu'il n'y a pas de recette magique à ce niveau. Comment mieux s'appropriier les outils ? Ce n'est pas une réflexion nouvelle.

Si le monde associatif était mieux informé sur comment fonctionnent les structures de l'école, il pourrait mieux les faire évoluer.

J-M Lex, enseignant, expert ErE : il pense qu'il faut des outils qui permettront à l'établissement de décliner comment il va mettre cela en œuvre, grâce à une réflexion participative. Comment arriver à une auto-construction de la structure ?

Joëlle est d'accord mais elle veut qu'on définisse qui peut faire quoi, quel est notre pouvoir d'action ? Il faut s'engager pour que cela se fasse réellement.

Michel Destrée, cabinet Mobilité : il aimerait avoir des exemples de changement dans la structure.

J-M Lex, enseignant, expert ErE : ex : un comité avec les profs des différentes sections, des élèves auditeurs. ...

Ressources internes – cellules « bien-être »

Marianne Tilot, cabinet Simonet : elle présente le projet de Cellules « Bien-être » Ce projet vient d'être lancé par les cabinets enseignement et santé : les écoles peuvent faire une cellule bien-être dans leur école, c'est à dire une structure qui rassemble les acteurs concernés et qui crée un projet lié à la situation de l'école. L'école choisit ses thématiques (santé, violence, etc ...). En 2011-12, les écoles pilotes seront accompagnées d'un coach. Les écoles peuvent venir avec un projet déjà mis en place qu'elles veulent structurer, améliorer. Cela peut s'inscrire dans le temps scolaire mais on ne sait pas quand les gens le placeront. Un petit budget est prévu pour la mise en place pratique.

Ressources internes - formation de coordinateur

Christine Partoune, IEP : elle présente un projet de formation de coordinateur de projet écoresponsable en milieu scolaire.

L'IEP a déjà mis en place un brevet de pratique en écopédagogie. Un responsable de formation continue de l'Ulg est venu les trouver parce qu'il aimerait qu'ils proposent un projet de certificat de formation continue interuniversitaire.

Cette nouvelle formation a pour but de former des « J-M Lex », c'est à dire des personnes chargées d'articuler en arbre cohérent toutes les initiatives pour faire cheminer l'école vers un écodéveloppement. Cette personne doit avoir des compétences pédagogiques spécifiques, pour favoriser la participation de tous les acteurs, orchestrer la coopération...

La formation se donnerait sur 2 ans, avec 2 à 3 jours de formation par mois, 12 modules en tout, des visites, des journées de synchronisation. 2 moments d'évaluation, un premier stage pour faire le diagnostic partagé de l'école, un 2ème stage pour mener à bien un projet.

L'IEP a fait une demande de soutien à la CF. Le projet pourrait démarrer en automne prochain mais pour cela il faut préparer le terrain institutionnel pour que les directeurs d'écoles soient au courant et puissent être tentés par l'idée et libérer un professeur pour cela.

Christophe Vermonden, Fedefoc: il signale que le réseau libre a réfléchi à la question de la coordination des écoles sur base du tableau. Une solution pourrait être la valorisation des PTP (programme de transition professionnelle) il en existe 4 mais un 5ième pourrait être l'aide à la gestion des projets ErE.

Philippe Delfosse, inspecteur coordonnateur : quand on voit les freins et le mal-être des profs par rapport aux projets... Si on veut réfléchir à d'autres projets que ce qui existe aujourd'hui, c'est l'école plutôt que la classe qui doit être mis sur le schéma. Si on veut un changement, notre vision devrait être une vision de l'école. Le travail d'équipe, le soutien, les coordinateurs... tout cela ne sait pas être obtenu par un professeur. C'est une décision de directeur ou de PO. Pour détacher un professeur, il faut que le chef décide de le laisser faire. Il faut mettre l'école au centre pour cela. Si on veut des projets durables, il faut changer les choses.

Arnaud Deltour, inspecteur : il signale qu'une personne supplémentaire payée pour gérer ces projets, c'est un budget trop lourd. Mais beaucoup de missions relèvent du chef d'école. Il faut peut-être creuser cela. Il faut une aide administrative mais peut être pas d'expertise.

J-M Lex, enseignant, expert ErE : il réagit sur la proposition de formation de l'IEP, en disant que tôt ou tard il faudra faire des postes pareils dans les écoles, pour faire face aux défis d'éducation qui s'annoncent. Mais prudence, il ne faut pas que le coordinateur soit désigné et ne tombe pas au hasard. Il doit émerger d'un processus interne, d'une histoire d'école en projet, s'il veut pouvoir faire un travail efficace, à long terme.

Joëlle : les axes « Participation » et « Formation » du schéma attendent toujours des propositions.

3 - Formation

Catherine Rousseau, cabinet Huytebroeck : dans l'axe « formation », on mentionne la « formation de coordinateur », il faut réfléchir au fait que la création de postes de coordinateur ne précède pas le besoin.

Roxane Keunings, IBGE : elle aimerait que l'on puisse centraliser les budgets pour que les différents coordinateurs soient fusionnés (pms, mobilité...). Il faut que les profs puissent échanger.

Christine Partoune, IEP : les besoins sont là, on a posé la question à des directeurs, certains ont déjà repéré la personne en interne, c'est parfois une personne en fin de carrière qui serait heureuse de repartir sur ce projet. Ils ont déjà une quinzaine d'intéressés.

J-M Lex, enseignant, expert ErE : il insiste sur le fait qu'il faut maintenant que les écoles partent dans des projets plus globaux, incluant plus que l'ErE, il ne faut pas oublier les thématiques hors ErE.

Joëlle : cette réflexion sur la coordination est un gros débat qui pourrait être mis au programme du GT qui poursuivra après les Assises.

Concernant l'axe formation : au niveau de l'Ifc, il y a une section DD mais pour les formations des autres réseaux, il faut découvrir la structure et le mode d'emploi. L'Ifc a déjà signalé qu'il intégrera les recommandations des Assises dans le cahier de charge pour les sujets ErE-DD. Mais ils ne voient pas ce qu'on veut dire par « faire entrer l'ErE dans les formations disciplinaires ».

De manière générale, il n'y a pas de pro-activité pour que l'ErE soit intégrée mais l'ouverture est possible si on vient avec des propositions.

Le travail d'analyse sur les référentiels pourrait influencer cela.

Le professeur a besoin d'outils concrets pour faire entrer l'ErE dans ses disciplines. Mais les associations ne veulent pas non plus réduire les actions vers le monde scolaire en s'alignant sur le programme. Ils estiment être là pour ouvrir des portes, venir avec d'autres idées.

Les formations continues qui s'attaquent plus aux disciplines et matières peuvent être un soutien pour faire entrer l'ErE dans les apprentissages.

Ceux qui sont plus en demande d'ErE dans les écoles sont ceux qui porteront les projets.

Etienne Cleda, Empreintes asbl : il précise qu'ils font cela avec l'IFC mais c'est dur d'entrer dans leur catalogue.

Pour 2010-11, ils ont fait entrer la mobilité dans les programmes d'éveil.

Mais il se demande si c'est toujours aux associations de faire les démarches vers les organismes de formations continuées .

Mme Hicter dit qu'il faut s'adresser à son CA. Mais comment y mettre quelqu'un qui encourage cela ?

Marianne Tilot, cabinet Simonet : une des pistes des Assises pourrait être que quand les associations vont déposer un projet à l'IFC, ils doivent dire qu'ils ont tenu compte des réflexions des Assises dans la construction de leur dossier.

Joëlle : précise que c'est une grosse structure avec un processus démocratique. Il faut faire des propositions et construire avec le cadre existant pour qu'elles soient entendues.

E Cleda, Empreintes asbl : il estime que ce sont les pouvoirs publics qui doivent prendre leurs responsabilités puisque ce sont eux les demandeurs.

Roxane Keunings, IBGE: le processus des assises prouve qu'il y a un manque de formations sur l'ErE. Maintenant c'est un processus qui doit être plus conséquent. Si

les associations continuent à aller individuellement, on n'arrive pas à un truc coordonné avec une vision commune. Des associations qu'on ne connaît pas sont reconnues comme structure de formation ErE pour l'IFC !

Christine Partoune, IEP : elle pense qu'il ne faut pas mettre d'énergie pour cela car l'objectif de la CF est de remonter dans les études pisa. Les opérateurs de formation sont choisis de manière politique.

J-M Lex, enseignant, expert ErE : il pense qu'il faut travailler sur la formation initiale : une des difficultés est de favoriser les mobilisations d'énergie des profs. Il faut travailler à cela dans la formation initiale.

Joëlle rappelle que c'est prévu pour la suite des Assises.

J-M Lex : un module de cours sur comment fonctionne l'établissement, comment établir des projets... pour que les jeunes puissent mieux maîtriser. Il remarque un épuisement au début de carrière des jeunes collègues.

Philippe Delfosse, inspecteur coordonnateur. Il est dans le CA de l'IFC et présente la structure : les formations prioritaires ce sont celles du monde éducatif. Car l'échec est un problème et les inégalités sociales sont ce qu'ils doivent gérer en premier. L'ifc propose des thèmes au gouvernement. Celui-ci peut modifier et avaliser. Les thèmes hyperprioritaires sont : l'intérêt des enfants (donc l'échec scolaire), l'évaluation des apprentissages, les séquences de cours pour motiver. Puis il y a les thèmes secondaires, mais là plein de structures proposent des thèmes qu'ils considèrent comme prioritaires. Notamment : égalité des sexes, développer le sens critique des média... l'environnement n'est qu'une facette parmi d'autres. Pour lui, c'est déjà une réussite que l'ErE soit toujours dans les listes. Il est dans le CA et voit que c'est une bataille de lobby.

L'ifc a un mode de fonctionnement très contrôlé avec des marchés publics. C'est très lourd, surtout pour des petites associations mais c'est la loi. Chaque année, l'ifc est contrôlé par la cour des comptes...

C'est vrai que les critères de sélection accordent parfois plus d'importance à ce qui touche à l'onss ou aux budgets plutôt qu'à la qualité.

Marianne Tilot, cabinet Simonet : c'est ici que les associations peuvent faire quelque chose. Si tout le travail des assises est présenté à l'ifc, ils auront le réflexe de l'intégrer dans les critères de cahier de charge.

Christophe Vermonden, Fedefoc: la formation est aussi un décret de la CF. un niveau macro avec les inspecteurs n'apparaît pas mais le niveau micro non plus. Chaque école a 2 jours de formation micro à organiser chaque année. Le système est très souple donc cela permet de mobiliser toute l'école. C'est souvent dans un plan triannuel.

Joëlle : précise que ce n'est pas noté car ce n'est pas à nous, c'est une décision de l'école. On peut leur faire savoir qu'on peut aider pour cela mais comment le formaliser ?

Ces formations seraient intéressantes à faire avec les conseillers car sinon c'est l'école qui fait son marché parmi les structures qui peuvent donner les formations. Il faut donc qu'on fasse le tour des PO, réseaux pour dire qu'on peut le faire.

Pour changer la situation, il faut qu'on se fasse connaître dans les structures, quel que soit le niveau de formation.

Ressources extérieures - associations ErE

Michel Destrée, Cabinet Mobilité : la RW subventionne des associations qui travaillent dans les écoles. Et on a des professeurs qui doivent respecter les socles et programmes. Donc la 1^{ère} chose qu'un prof se demande en voyant un projet ou une activité, c'est comment cela va coller à ses obligations de programme...

Il y a plein d'associations différentes, certaines sont bien au courant alors que pour d'autres les notions ne sont pas claires (socle, conseillers...)

Il faudrait commencer par mettre les associations en réseau pour échanger sur ces pratiques.

2^{ème} point : des projets développés par les assoc sont proposés aux écoles. Il serait intéressant d'imaginer que des projets soient développés entre profs, assoc et réseaux pour pouvoir les annoncer comme certifiés dans tel réseau ou, programme...

Roxane Keunings, IBGE : elle signale que c'est déjà prévu dans tout le bloc pédagogique.

Christophe Vermonden, Fedefoc : il serait intéressant de former les assoc au monde scolaire.

J-M Lex, enseignant, expert ErE : c'est quoi une école ? Ca doit être transmis aux assoc. L'équipement pédagogique de l'intervenant extérieur est à travailler !

Gatien Bataille, Crie de Mouscron : il réagit en signalant que les demandes des écoles ne sont pas toujours aussi glorieuses que ce dont on parle ici. C'est parfois une demande d'occupation du temps des élèves, pas toujours de l'ErE. C'est donc intéressant de savoir tout cela avant d'aller sur place mais en même temps, on a plein de demandes qu'on n'a pas toujours envie de prendre mais qui sont majoritaires. Et on ne sait pas répondre à toutes les demandes non plus.

Il y a une grande demande de situations concrètes comme support pour le cours d'éveil...

JM Lex est d'accord : ces demandes expriment le malaise des écoles. Il faut comprendre que c'est un exutoire à une souffrance. Il faut réfléchir à comment rencontrer la souffrance de l'enseignant ou de l'animateur qui est devant un groupe, animateur pris comme un produit.

Marianne Tilot, cabinet Simonet : Le rôle des assoc dans les écoles est-il près des profs ou près des élèves ? Il faut être attentif au fait que le pédagogue, la personne ressource, ça reste le professeur. Il faut travailler avec lui.

Christophe Vermonden, Fedefoc : dès lors, il faut prendre le temps d'analyser la demande.

Dominique Willemsens, Réseau IDée : le professeur est souvent en demande de 2 sortes de choses, pour ses élèves mais pour lui aussi. Ils ont toujours leur manière de fonctionner et il faut s'adapter à cela. On a tous besoin de la base de connaissances sur comment fonctionne le système.

Roxane Keunings, IBGE : On a les budgets pour les assoc qui créent et vont dans les écoles. Mais on ne mobilise pas toujours tout le pouvoir de l'école. Il faudrait

réfléchir à comment les régions pourraient financer directement des projets qui se créent dans l'école. On peut favoriser les travaux avec les PO. Faire des appels à projets avec les PO, les réseaux pour construire des projets d'écoles portés par les écoles et les Réseaux. En RB, ils travaillent sur l'énergie dans l'école comme cela. On ne sollicite jamais les compétences des profs, on les sonde, on leur demande une évaluation mais on ne travaille pas assez avec eux.

➤ **GT transversal pour la suite des assises :**

Principe : les institutions concernées délèguent une ou plusieurs personnes de référence pour travailler dans ce groupe. Avec un mandat clair.

Les Missions du GT transversal porteraient sur :

- *Dans un premier temps*
 - contribution au travail sur les référentiels, valorisation de ce travail
 - impulser un travail sur la Formation initiale
 - suivi du travail sur l'information et les formations continues en ErE
 - outil pour la vision globale des ressources (rapidement)
- *Dans un deuxième temps*
 - approfondir la question de la coordination de projet
 - réflexion sur l'évaluation et la question de la labellisation

Christine Veeschkens, DGARNE : le Gt pourrait se placer au sein de l'accord de coopération. On a déjà un Comité de Pilotage, un GTO (Groupe de travail Opérationnel) et un Comité scientifique et pédagogique. Le nouveau Gt pourrait contenir un pôle associatif et un pôle réseau. Mais il faut un groupe relativement restreint pour être efficace.

Joëlle : si l'Accord n'est pas trop lourd pour la mise en œuvre car il ne faut pas que ça ralentisse le groupe.

Roxane Keunings, IBGE : elle pense aussi qu'il ne faut pas faire deux structures, il faut garder la structure de l'Accord et se placer dedans. On a pris de la vitesse dans les Assises, par rapport à l'Accord. Il faut en profiter.

Roxane précise les autres pôles de l'ibge, liés à la gestion environnementale et la communauté flamande : défi énergie, Mos... Ils ont tous les outils et vont les tester avec les directeurs pour voir ce qui est le plus propice. Ils vont aussi travailler avec Bxl propreté et la mobilité.

J-M Lex, enseignant, expert ErE : il annonce qu'il maintient son projet de mouvement d'écoles en DD. Le défi est de donner aux enfants les clés de l'avenir et c'est plus large que la gestion, management durable de l'école.

➤ **Présentation du programme du 29 avril**

La matinée sera plus institutionnelle et l'après-midi plus pratique.

L'idée est que le matin, après un rappel sur ce qu'est l'ErE, les ministres vont réagir puis un panel sera organisé de 11h à 12 qui devrait lancer le travail pour la suite. Pour celui-ci, il faudra un représentant de chaque institution qui pourrait présenter les objectifs de chacun.

Prochainement, Joëlle va envoyer un questionnaire à chaque structure pour savoir s'ils délèguent une personne et à quoi ils s'engagent.

Catherine Guisset, Agers : elle demande si un texte va formaliser les acquis des Assises, ce qui ressort comme engagements.

Christophe Vermonden, Fedefoc : il signale qu'il ne peut prendre aucune décision en fédération tant qu'il n'a pas de texte clair, sur le mandat du GT, par exemple. La légitimité...

Joëlle annonce une Synthèse des travaux prévus par le Réseau Idée pour la semaine prochaine.

Qui s'engage, dans quel espace ? Il faut que les Ministres sachent à quoi ils peuvent s'engager, donc identifier les recommandations prioritaires pour chacun, que chacun puisse les intégrer. Le principal apport des Assises est de créer une dynamique pour que les gens travaillent ensemble.

Roxane Keunings, IBGE : elle demande pour pouvoir intégrer dans la journée du 29 avril le processus plus global des Assises avec les flamands. Pour éventuellement créer de nouveaux ponts.

Fin de séance à 13h.
Prise de notes : Evelyne Otten, DGARNE.